

CB 51 75



Direction des sécurités
Service interministériel de
défense et de protection civiles

Mairie d'EVETTE-SALBERT

28 SEP. 2020

Le

ARRÊTÉ N° 90 - 2020 - 09 - 27 - 001
interdisant les rassemblements festifs ou familiaux de plus de 30 personnes au sein des
ERP

Le préfet du Territoire de Belfort

- VU** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 22165-1 ;
- VU** le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3131-1, L. 3131-8, L. 3131-9 et L. 3136-1 ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** la loi n°2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;
- VU** le décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé ;
- VU** le décret du président de la République du 29 juillet 2020 nommant M. Jean-Marie GIRIER, préfet du Territoire de Belfort ;
- VU** le décret du président de la République du 14 mai 2020 nommant Mme Magali MARTIN, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort ;
- CONSIDÉRANT** que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (Covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;
- CONSIDÉRANT** le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ;
- CONSIDÉRANT** l'évolution de la situation épidémique dans le département du Territoire de Belfort, le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2 et ses effets en termes de santé publique ;

CONSIDÉRANT que la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence prévoit, à son article 1er, d'une part, que M. le Premier ministre peut réglementer la circulation des personnes et l'ouverture au public, y compris les conditions d'accès et de présence, de certains établissements recevant du public, les rassemblements de personnes, les réunions et les activités sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public et, d'autre part, qu'il peut habiliter les préfets à prendre toutes mesures générales ou individuelles d'application de cette réglementation ;

CONSIDÉRANT que suite aux annonces du 23 septembre 2020 du ministre des Solidarités et de la Santé, Olivier Véran, le département du Territoire de Belfort est désormais en zone "alerte".

CONSIDÉRANT que, nonobstant les mesures locales et nationales imposant le port du masque dans certains établissements recevant du public, le virus affecte toujours le département du Territoire de Belfort et rend nécessaire l'édiction de nouvelles mesures de prévention à l'échelle de son territoire ;

CONSIDÉRANT l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public à forte fréquentation et, par suite, propices à la circulation du virus ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

CONSIDÉRANT que le respect des règles de distanciation physique dans les rapports interpersonnels est l'une des mesures les plus efficaces pour limiter la propagation du virus ;

CONSIDÉRANT que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

CONSIDÉRANT qu'en application du II de l'article 3 du décret du 10 juillet 2020 modifié, les organisateurs de rassemblements, réunions ou activités sur la voie publique mettant en présence simultanée plus de 10 personnes adressent au préfet de département une déclaration contenant notamment les mesures qu'ils mettent en œuvre afin de garantir le respect des dispositions de l'article 1er du décret : qu'en dépit de ces mesures, les forces de sécurité intérieure ont constaté que certains rassemblements se tiennent sans respect des règles de distanciation sociale et notamment physique d'un mètre entre deux personnes ;

CONSIDÉRANT que les rassemblements « festifs » avec restauration/boissons sont susceptibles de se transformer en soirée dansante ou de conduire à un non-respect des protocoles sanitaires, et constituent alors des occasions particulièrement favorables à la transmission rapide, simultanée et à grande échelle du virus ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

SUR proposition de madame la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet :

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Dans le département du Territoire de Belfort, les réunions et rassemblements familiaux ou festifs dans les salles des fêtes et salles polyvalentes (ERP de type L) et dans les chapiteaux, tentes et structures (ERP de type CTS) seront limitées à 30 personnes.

ARTICLE 2 : Les dispositions du présent arrêté s'appliquent pendant quinze jours à compter du lundi 28 septembre 2020 jusqu'au lundi 12 octobre, et feront l'objet d'un réexamen régulier au regard de la situation sanitaire.

ARTICLE 3 : Conformément aux dispositions du VII de l'article 1er de la loi n°2020-856 du 9 juillet 2020 sus-visée, qui renvoient à l'article L.3136-1 du code de la santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^e classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende de 5^e classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de 30 jours, de six mois d'emprisonnement et de 3750 € d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Cette décision peut faire l'objet dans le même délai d'un recours gracieux auprès de l'autorité qui l'a délivrée.

ARTICLE 5 : la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, le directeur départemental de la sécurité publique, et les maires du département du Territoire de Belfort sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Belfort, le 27 septembre 2020

Le préfet,

Jean-Marie GIRIER

Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Territoire de Belfort et d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur.

Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Belfort, le 25/09/2020

LE PRÉFET DU TERRITOIRE DE BELFORT

à

Mesdames et Messieurs les Maires

OBJET : Vigilance renforcée lors de la mise à disposition de vos salles communales

Par décret n° 2020-1153 du 19 septembre 2020, le gouvernement a placé le département du Territoire de Belfort en zone de circulation active du virus (zone rouge). En effet, notre département a désormais franchi le seuil d'alerte de 50 cas/100 000 habitants.

Suite aux annonces du ministre des Solidarités et de la Santé, Olivier Véran, ce mercredi 23 septembre 2020, le département du Territoire de Belfort est désormais en zone "alerte".

Ainsi, les fêtes (mariages, tombolas, évènements associatifs, fêtes d'anniversaire, communions...) organisées dans les salles des fêtes et salles polyvalentes (ERP de type L) et dans les chapiteaux, tentes et structures (ERP de type CTS) **seront limitées à 30 personnes.**

En effet, les clusters familiaux comptent pour une large part dans les nouvelles contaminations. Il est donc nécessaire de redoubler d'attention concernant les gestes barrières, et en particulier dans les rassemblements familiaux et festifs.

Les activités de **danse** lors des rassemblements festifs présentent un risque amplifié de transmission du SARS-CoV-2; elles y sont donc **interdites.**

Pour les autres types de rassemblement (assemblée générale, réunions professionnelles,..), l'accueil du public dans vos salles communales (salles de type L) est autorisé sous réserve du respect des dispositions de l'article 45 du décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 modifié:

- le port du masque est obligatoire pour toute personne de 11 ans ou plus;
- les personnes accueillies ont une place assise ;
- l'accès aux espaces permettant des regroupements (buvettes, vestiaires,...) est interdit, sauf s'ils sont aménagés de manière à garantir le respect des gestes barrières ;
- dans les établissements situés en zone de circulation active du virus, une distance minimale d'un siège est laissée entre les sièges occupés par chaque personne ou chaque groupe de moins de dix personnes venant ensemble ou ayant réservé ensemble.

.../...

Ainsi, lorsque vous mettez à disposition une salle (prêt ou location), il est indispensable de vous assurer du respect de la jauge de 30 personnes pour les rassemblements festifs (mariage, fête de famille...), et que toutes les conditions sanitaires sont réunies pour le déroulement de l'événement .

A titre d'exemple, voici quelques recommandations :

- organiser l'entrée et la sortie, ainsi que le sens de circulation afin de réguler les flux et d'éviter les risques de regroupement et de promiscuité entre les personnes ;
- s'assurer du nettoyage/désinfection des locaux, des zones de contact (poignées, interrupteurs..) et tout particulièrement des toilettes ;
- effectuer une aération des espaces en dehors de la présence des personnes ;
- s'assurer du bon respect des gestes barrières et de la distanciation par le locataire de la salle

Je vous remercie de veiller à la bonne application et à la diffusion de ces consignes lorsque vous mettez à disposition votre salle communale.

Pour toute question ou difficulté dans la mise en oeuvre des présentes dispositions, vous pouvez adresser un courriel à l'adresse suivante : pref-defense-protection-civile@territoire-de-belfort.gouv.fr

Vous pouvez également suivre l'adaptation de la réglementation sanitaire et sa déclinaison locale grace à notre site internet et nos réseaux sociaux.

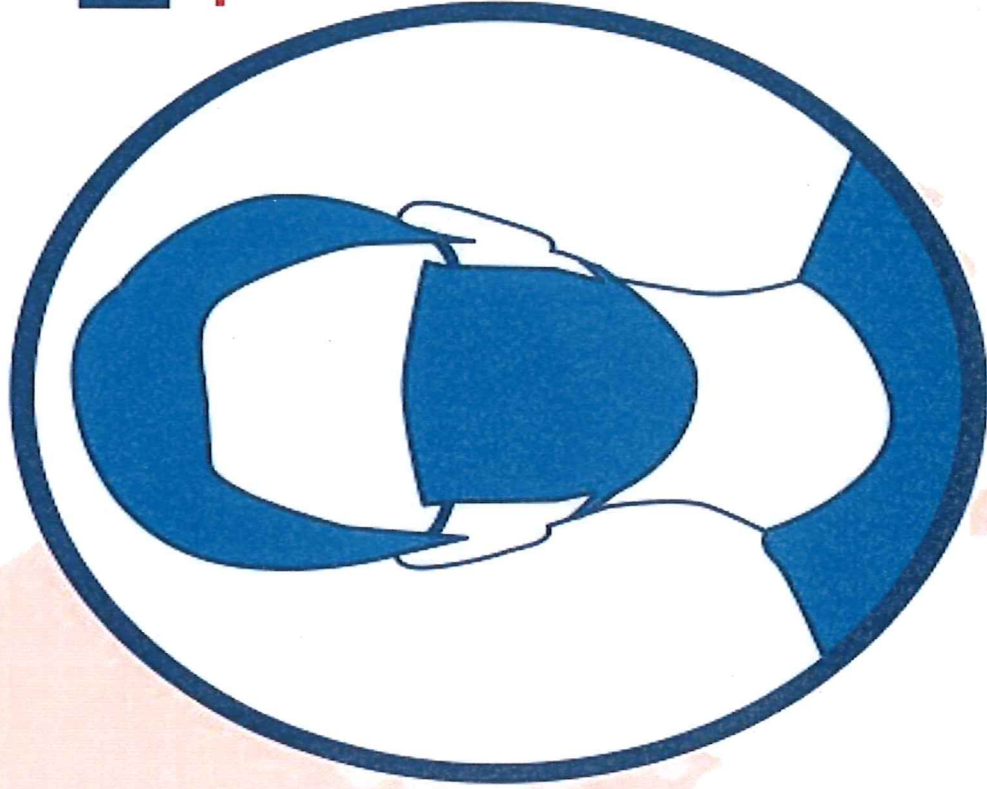
Je vous remercie pour votre mobilisation dans le cadre de la gestion de cette crise sanitaire qui nécessite notre vigilance collective.

Le préfet,

Jean-Marie GIRIER



ICI, LE MASQUE EST OBLIGATOIRE



ZONE port du masque obligatoire (+11 ans)

En application de l'arrêté préfectoral n°90-2020-09-20-001
du 20 septembre 2020

Les contrevenants s'exposent à une amende de 135 €

Mairie d'EVETTE-SALBERT
Le 28 SEP. 2020